

1939-1940, une défaite annoncée, par Éric Zemmour

La défaite de 1940 et l'esprit de Vichy sont aussi la conséquence du pacifisme obsessionnel de la France de l'entre-deux-guerres, restée traumatisée par l'épreuve de 1914-1918.

Vichy avait raison. De chercher et de désigner des responsables de la défaite de juin 1940. Vichy avait raison d'accuser la classe politique de la III^e République, qui usa toute son énergie dans des luttes picrocholines d'un régime parlementaire dévoyé, et s'avéra incapable à quelques exceptions près, comme un Barthou, malheureusement assassiné en 1934 de définir avec réalisme une politique qui contienne l'appétit de revanche allemand. Raison de remettre en cause le climat d'avant-guerre, et surtout ce pacifisme devenu obsessionnel depuis l'hécatombe de 1914, véhiculé par la littérature, le cinéma, et les instituteurs, relayé par la plupart des politiques, de Briand à Laval. Raison d'accuser l'état-major, incapable d'abolir la primauté de la défense, le souvenir fétichisé de la Marne, l'arrogance naïve de la ligne Maginot ; incapable de comprendre les intuitions du jeune colonel de Gaulle sur l'utilisation massive des chars attaquant en meute avec le soutien de l'aviation. Raison enfin de vouer aux gémonies « l'allié » anglais qui, aidé par les Américains de Wilson, qui ne nous portait pas dans son cœur, avait refusé à Clemenceau toutes les garanties géostratégiques (rive gauche du Rhin) et économiques (réparations et industrie de la Ruhr), nécessaires pour casser les reins de la machine de guerre allemande. La défaite de 1940 était inscrite dans le traité de Versailles, comme l'avait tout de suite compris l'historien Jacques Bainville, mais aussi Foch ou Mangin. C'est que « l'allié » anglais était lui aussi obsédé par le passé, mais pas le même, non pas la guerre de 1914, mais les guerres de l'Empire, celui de Napoléon. L'Angleterre fut soucieuse avant tout d'empêcher le grand retour de la domination française sur le continent. Elle fut pressée de redonner son ancienne vigueur à l'Allemagne, afin qu'elle contienne l'éternel « militarisme français ». Lorsque Hitler remilitarisa la Rhénanie, en 1936, en violation du traité de Versailles, le président du Conseil, Albert Sarraut, tonna qu'il ne laisserait jamais Strasbourg à portée des canons allemands. L'état-major de Hitler savait qu'alors l'armée française était supérieure ; certains complotaient déjà contre Hitler. Un coup de fil du Premier ministre anglais calma les ardeurs guerrières de Sarraut. L'Angleterre ne voulait pas revoir le drapeau tricolore flotter sur le Rhin. Les Français s'inclinèrent. Hitler respira. La France avait perdu la guerre. Une nouvelle guerre de Trente Ans de 1914 à 1945. Une guerre que les Français n'avaient pas su gagner en 1918, en signant l'armistice trop tôt sans pousser leur avantage, envahir l'Allemagne, prendre des gages territoriaux, entrer dans Berlin.

L'ennui, pour Vichy, est que le maréchal Pétain incarnait justement cet état-major timoré et pusillanime, qui ne jurait que par la « couverture ». C'est Pétain qui avait arrêté les offensives de Mangin et Nivelle en 1917 (malheureusement très meurtrières, mais pas moins que la défense sur la Marne). C'est ce qui lui valut sa popularité auprès des « anciens combattants ». C'est Pétain qui refusa les innovations stratégiques, après-guerre, et couvrit de son prestige l'immobilisme de l'état-major. C'est enfin Pétain qui attira à Vichy tous les pacifistes, de droite et surtout de gauche, séduits par sa position attentiste et faussement neutraliste. C'est donc par l'intermédiaire de Pétain qu'après l'entrevue de Montoire les pacifistes devinrent collaborateurs. La France se jeta dans les bras de Pétain, comme soulagée, alors même que, durant la campagne de France de mai-juin 1940, et contrairement à la légende répandue depuis, les soldats français s'étaient valeureusement battus. Cent mille morts, pendant trois semaines de combats, c'était le « taux » qu'on avait connu lors de la Première Guerre mondiale. La démographie française, déclinante depuis la fin du XIX^e siècle, ne pouvait pas se permettre de poursuivre sur ce rythme. Les Français et les Anglais font toujours les choses en sens contraire. Dans les années 1920 et 1930, quand la France essayait de s'arracher aux tentations du pacifisme et du renoncement, les Anglais se vautrèrent dans le

soutien à l'Allemagne, la fascination de son establishment, jusqu'au roi, pour Hitler et le nazisme, puis la politique d'apaisement. Les choses changèrent avec l'arrivée de Churchill. Personnage fantasque, hors du commun, qui descendait à la fois d'ancêtres français et du célèbre Marlborough qui vainquit les armées de Louis XIV, Churchill était un Anglais atypique, qui admirait Jeanne d'Arc (« Parfois, j'entends les voix de Jeanne, disait-il, elle me parle ») et Napoléon (« Rien de plus grand n'a été fait ici-bas », dit-il à de Gaulle, en visitant le tombeau des Invalides). Churchill tenta par un ultime effort de pousser les Français à se battre encore. Il défendit tant qu'il put le général de Gaulle contre le mépris américain. Il engagea une guerre totale contre Hitler qu'il finit par gagner, au prix de la destruction de la machine économique de son pays et de la ruine de sa domination sur le monde.

